

**ASSEMBLEA PARLAMENTARE
DEL CONSIGLIO D'EUROPA**

Parte III della Sessione 2007
(Strasburgo, 25-29 aprile 2007)

Résolution n. 1562 (2007) ⁽¹⁾

Détentions secrètes et transferts illégaux de détenus impliquant
des Etats membres du Conseil de l'Europe: second rapport

Annunziata il 2 agosto 2007

1. L'Assemblée parlementaire rappelle sa Résolution 1507 (2006) et sa Recommandation 1754 (2006), relatives aux allégations de détentions secrètes et de transferts interétatiques illégaux de détenus concernant des Etats membres du Conseil de l'Europe, et se réfère au rapport du 12 juin 2006 ⁽²⁾ qui révélait l'existence d'une « toile d'araignée » de transferts illégaux de détenus tissée par la CIA dans laquelle ont été impliqués des Etats membres du Conseil de l'Europe et qui exprimait des soupçons quant à l'existence de lieux de détention secrets en Pologne et en Roumanie.

⁽¹⁾ *Discussion par l'Assemblée le 27 juin 2007 (23e séance) (voir Doc. 11302 rev, rapport de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, rapporteur : M. Marty). Texte adopté par l'Assemblée le 27 juin 2007 (23e séance).*

⁽²⁾ *Doc 10957.*

2. Elle considère désormais comme établie avec un haut degré de probabilité l'existence, pendant plusieurs années, de tels centres de détention secrets tenus par la CIA dans ces deux pays, sans pour autant exclure que des détentions secrètes par la CIA aient pu également exister dans d'autres Etats membres du Conseil de l'Europe.

3. L'analyse des données concernant des mouvements de certains avions obtenues de différentes sources, notamment celles du contrôle aérien international, complétée par de nombreux témoignages crédibles et concordants, a permis d'identifier les lieux concernés.

4. Ces lieux de détention secrets faisaient partie du programme « HVD » (*High Value Detainees*/détenus de grande importance) évoqué publiquement par le Président des Etats-Unis le 6 septembre 2006.

5. L'analyse de ce programme, basée sur des informations obtenues de nombreuses sources des deux côtés de l'Atlantique, montre que les détenus considérés comme particulièrement sensibles — dont certains mentionnés par le Président des Etats Unis — ont été détenus en Pologne. Pour des raisons logistiques et de sécurité, des détenus considérés comme appartenant à une catégorie inférieure ont été incarcérés en Roumanie.

6. Le programme « HVD » a été mis en place par la CIA avec la coopération de partenaires européens officiels, appartenant à des services gouvernementaux, et a été tenu secret pendant de longues années grâce à un strict respect des règles de confidentialité fixées dans le cadre de l'OTAN. La mise en œuvre de ce programme a donné lieu à de nombreuses et graves violations des droits de l'homme.

7. Les détenus ont été soumis à des traitements inhumains et dégradants, parfois pendant une longue période. Certaines méthodes d'interrogation « renforcées » utilisées correspondent à la définition de torture et de traitements inhumains et dégradants de l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et de la Convention anti-torture des Nations Unies. En outre, la détention secrète en tant que telle viole de nombreux engagements internationaux souscrits aussi bien par les Etats-Unis que par les Etats membres du Conseil de l'Europe concernés.

8. L'Assemblée note que les concepts de secret d'Etat ou de sécurité nationale invoqués sous différentes formes et avec différentes conséquences par de nombreux Gouvernements (Allemagne, Italie, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », Pologne, Roumanie, Fédération de Russie dans le Caucase du Nord, Etats-Unis) rendent plus difficile de faire aboutir les procédures judiciaires et/ou parlementaires visant à établir les responsabilités en ce qui concerne la réhabilitation et le dédommagement des victimes présumées des violations. Dans plusieurs pays (Allemagne, Italie, Etats-Unis), des questions juridiques concernant les limites du secret d'Etat et de l'immunité de l'exécutif sont toujours pendantes devant les plus hautes juridictions nationales.

9. Les informations ainsi que les preuves relatives à la responsabilité civile, pénale ou politique des représentants de l'Etat concernant des violations graves des droits de l'homme ne doivent pas être considérées comme dignes de protection en tant que secrets d'Etat. Lorsqu'il n'est pas possible de séparer de tels cas des véritables secrets d'Etat légitimes, il est nécessaire de mettre en place des procédures appropriées assurant que les responsables rendent compte de leurs actions tout en assurant le secret d'Etat.

10. L'éventail du domaine réservé de l'exécutif, soustrait au contrôle parlementaire et judiciaire au titre du secret d'Etat et de la sécurité nationale sur la base d'une législation ou jurisprudence datant des pires périodes de la « guerre froide », doit être revu pour tenir compte des principes de la démocratie et de la prééminence du droit.

11. L'Assemblée s'inquiète également des menaces pour la liberté d'action des gouvernements européens résultant de leur implication, secrète, dans les activités illégales de la CIA. Le travail de vérité, déjà indispensable pour des raisons fondamentales de principe, constitue aussi le meilleur moyen de remettre la coopération vitale entre les services secrets pour la prévention et la répression du terrorisme sur une base saine et durable.

12. Seuls la Bosnie-Herzégovine et le Canada, Etat observateur auprès du Conseil de l'Europe, ont reconnu pleinement leurs responsabilités concernant des transferts illégaux de détenus.

13. La délégation parlementaire de la Roumanie a fait preuve d'une volonté ferme de coopération avec l'Assemblée, mais elle s'est heurtée elle-même à la réticence des autorités gouvernementales de faire toute la lumière sur les agissements de la CIA sur le territoire roumain.

14. En Italie, le procès contre les ravisseurs de Abou Omar se heurte à des considérations de secret d'Etat. L'Assemblée s'inquiète vivement des poursuites engagées récemment contre les procureurs milanais eux-mêmes pour violation de secret d'Etat. Elle considère de telles poursuites comme des entraves intolérables à l'indépendance de la justice.

15. En Allemagne, le travail de la commission d'enquête du *Bundestag* se poursuit de manière vigoureuse. Mais la justice, engagée dans la poursuite des ravisseurs de Khaled El-Masri, se heurte toujours au manque de coopération des autorités américaines et macédoniennes. Khaled El-Masri attend toujours la réhabilitation et le dédommagement qui lui sont dus, à l'instar de Maher Arar, victime d'un cas semblable au Canada.

16. L'Assemblée réaffirme solennellement sa position selon laquelle le terrorisme doit et peut être combattu par des moyens qui respectent les droits de l'homme et la prééminence du droit. Cette position de principe basée sur les valeurs défendues par le Conseil de l'Europe est aussi celle qui assure le mieux l'efficacité du combat contre le terrorisme à long terme.

17. L'Assemblée regrette que l'OTAN n'ait pas accepté de coopérer avec le rapporteur et demande aux parlements et aux gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe qui sont aussi membres de l'OTAN de faire toute la lumière sur l'ampleur de la pratique des vols secrets de la CIA et des détentions secrètes en Europe.

18. L'Assemblée appelle donc:

18.1. les gouvernements de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe:

18.1.1. à s'engager sans réserve à ne plus jouer à l'avenir aucun rôle dans l'autorisation du transport via leur territoire de personnes actuellement encore détenues à Guantanamo ni dans la détention de telles personnes pour quelque durée que ce soit;1

18.1.2. à mettre à la disposition de leur parlement national, si celui-ci juge bon de procéder à une enquête, toutes les informations pertinentes qu'ils détiennent, y compris les témoignages relatifs au rôle joué par l'Etat concerné dans la pratique

des restitutions extraordinaires ou dans l'incarcération de détenus dans des centres secrets situés sur leur territoire;1

18.2. les gouvernements de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe qui n'ont pas répondu à la demande du rapporteur et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à expliquer en détail les raisons de leur manque de coopération;

18.3. les parlements et les autorités judiciaires de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe:

18.3.1. à faire toute la lumière, en réduisant à un minimum raisonnable les entraves à la transparence fondées sur les concepts du secret d'Etat et de la sécurité nationale, sur les abus des services secrets sur leur territoire en matière de détentions secrètes et de transferts illégaux de détenus; et

18.3.2. à assurer que les victimes de telles pratiques illégales soient réhabilitées et dédommagées dignement ;

18.4. l'OTAN à rendre public les éléments supplémentaires de son autorisation du 4 octobre 2001 qui sont jusqu'à présent restés secrets ;

18.5. les médias à jouer pleinement leur rôle de défenseurs de la transparence, de la recherche de la vérité, de la tolérance ainsi que des droits et de la dignité de l'homme; et

18.6. les autorités compétentes de tous les Etats membres à mettre en oeuvre les autres propositions contenues dans sa Résolution 1507 (2006).

19. Finalement, l'Assemblée réaffirme l'importance de mettre en place, en son sein, un véritable mécanisme européen d'enquête parlementaire.

N. B. Traduzione non ufficialeRisoluzione n. 1562 (2007) ⁽¹⁾

Detenzioni segrete e traduzioni illegali di detenuti che coinvolgono Stati membri del Consiglio d'Europa: seconda relazione

1. L'Assemblea parlamentare richiama la sua Risoluzione 1507 (2006) e la sua Raccomandazione 1754 (2006), relative alle presunte detenzioni segrete e traduzioni interstatali illegali di detenuti che riguardano Stati membri del Consiglio d'Europa e fa riferimento alla relazione del 12 giugno 2006 ⁽²⁾ che svelava l'esistenza di una « ragnatela » di traduzioni illegali di detenuti tessuta dalla CIA in cui sono stati coinvolti Stati membri del Consiglio d'Europa e che illustrava alcuni sospetti riguardo l'esistenza di luoghi segreti di detenzione in Polonia e Romania.

2. Considera già definita con un alto grado di probabilità l'esistenza, per diversi anni, di tali centri segreti di detenzione gestiti dalla CIA in questi due paesi, pur senza escludere l'esistenza di detenzioni segrete da parte della CIA anche in altri Stati membri del Consiglio d'Europa.

3. Quanto al traffico aereo, l'analisi dei dati ottenuti da diverse fonti, in particolare quelle del controllo aereo internazionale, supportata da numerose testimonianze attendibili e concordanti, ha consentito di identificare i luoghi interessati.

⁽¹⁾ *Discussione dell'Assemblea* il 27 giugno 2007 (23a seduta) (cfr. Doc. 11302 riv., relazione della Commissione questioni giuridiche e dei diritti dell'uomo, relatore: Marty). *Testo adottato dall'Assemblea* il 27 giugno 2007 (23a seduta).

⁽²⁾ Doc. 10957.

4. Tali luoghi segreti di detenzione facevano parte del programma « HVD » (*High Value Detainees* / detenuti di grande importanza) nominato pubblicamente dal Presidente degli Stati Uniti il 6 settembre 2006.

5. L'analisi di tale programma, basata su informazioni ottenute da numerosi fonti delle due sponde dell'Atlantico, mostra che i detenuti considerati particolarmente sensibili – di cui alcuni citati dal Presidente degli Stati Uniti – sono stati trattenuti in carcere in Polonia. Per ragioni logistiche e di sicurezza, alcuni detenuti considerati di una categoria inferiore sono stati detenuti in Romania.

6. Il programma « HVD » è stato attuato dalla CIA con la cooperazione di partner europei ufficiali, appartenenti a servizi governativi ed è stato tenuto segreto per molti anni, grazie ad uno stretto rispetto delle regole di riservatezza stabilite nell'ambito della NATO. L'attuazione di tale programma ha dato luogo a numerose e gravi violazioni dei diritti umani.

7. I detenuti sono stati sottoposti a trattamenti inumani e degradanti, talvolta anche a lungo. Alcuni metodi di interrogatorio « rafforzati » utilizzati corrispondono alla definizione di tortura e di trattamenti inumani e degradanti di cui all'articolo 3 della Convenzione europea dei diritti umani e della Convenzione delle Nazioni Unite contro la tortura. Inoltre, la detenzione segreta in quanto tale viola

numerosi impegni internazionali sottoscritti sia dagli Stati Uniti che dagli Stati membri del Consiglio d'Europa interessati.

8. L'Assemblea nota che i concetti di segreto di Stato o di sicurezza nazionale invocati in diversi modi e con diverse conseguenze da numerosi governi (Germania, Italia, «ex-Repubblica iugoslava di Macedonia», Polonia, Romania, Federazione russa nel Caucaso settentrionale e Stati Uniti) rendono più difficile la conclusione di procedimenti giudiziari e/o parlamentari volti a stabilire le responsabilità per quanto riguarda la riabilitazione e il risarcimento delle presunte vittime delle violazioni. In diversi paesi (Germania, Italia e Stati Uniti), questioni giuridiche circa i limiti del segreto di Stato e dell'immunità dell'esecutivo sono tuttora in sospeso di fronte alle più alte giurisdizioni nazionali.

9. Le informazioni nonché le prove relative alla responsabilità civile, penale o politica dei rappresentanti dello Stato circa gravi violazioni dei diritti umani non devono essere considerate suscettibili di protezione in quanto segreti di Stato. Qualora non sia possibile separare tali casi dai veri e propri segreti di Stato legittimi, è necessario attuare procedure adeguate che garantiscano che i responsabili rendano conto delle loro azioni assicurando comunque il segreto di Stato.

10. Le attività riservate all'esecutivo, sottratte al controllo parlamentare e giudiziario in virtù del segreto di Stato e della sicurezza nazionale sulla base di una legislazione o giurisprudenza che risale agli anni bui della «guerra fredda», devono essere riviste tenendo conto dei principi della democrazia e della preminenza del diritto.

11. L'Assemblea si preoccupa altresì delle minacce alla libertà d'azione dei governi europei risultanti dal loro coinvolgimento, segreto, nelle attività illegali della CIA. Lo sforzo per la verità, già indispensabile per ragioni fondamentali di principio, costituisce anche lo strumento migliore per riportare su una base sana e duratura la cooperazione indispensabile tra i servizi segreti per la prevenzione e la repressione del terrorismo.

12. Soltanto la Bosnia-Erzegovina ed il Canada, Stato osservatore presso il Con-

siglio d'Europa, hanno pienamente riconosciuto le loro responsabilità in merito alle traduzioni illegali di detenuti.

13. La delegazione parlamentare della Romania ha dato prova di una ferma volontà di cooperazione con l'Assemblea, ma si è scontrata contro la reticenza delle autorità governative a far luce sugli intrighi della CIA in territorio romeno.

14. In Italia, il processo contro i rapitori di Abu Omar si scontra contro l'opposizione del segreto di Stato. L'Assemblea si preoccupa fortemente delle azioni giudiziarie avviate recentemente contro gli stessi procuratori milanesi per violazione di segreto di Stato. Considera tali azioni ostacoli intollerabili all'indipendenza del settore giudiziario.

15. In Germania, il lavoro della Commissione d'inchiesta del Bundestag prosegue in modo deciso. Tuttavia, la giustizia, impegnata nella caccia dei rapitori di Khaled Al-Masri, si scontra tuttora contro la mancanza di cooperazione delle autorità americane e macedoni. Khaled Al-Masri attende tuttora la riabilitazione ed il risarcimento che gli spettano, come Maher Arar, vittima di un caso simile in Canada.

16. L'Assemblea riafferma solennemente la sua posizione secondo cui il terrorismo può e deve essere combattuto attraverso mezzi che rispettano i diritti umani e la preminenza del diritto. Tale posizione di principio, fondata sui valori difesi dal Consiglio d'Europa, è anche il mezzo migliore per assicurare l'efficacia della lotta contro il terrorismo a lungo termine.

17. L'Assemblea si rammarica del fatto che la NATO non abbia accettato di cooperare con il relatore e chiede ai parlamenti ed ai governi degli Stati membri del Consiglio d'Europa che sono anche membri della NATO di far luce sulla portata dei voli segreti della CIA e delle detenzioni segrete in Europa.

18. L'Assemblea richiama quindi:

18.1. i governi di tutti gli Stati membri del Consiglio d'Europa:

18.1.1. ad impegnarsi senza riserve a non svolgere più in futuro alcun ruolo nell'autorizzazione del trasporto sul proprio territorio di persone ancora oggi

detenute a Guantanamo né nel detenere le stesse per un qualsiasi arco di tempo;

18.1.2. a mettere a disposizione del loro parlamento nazionale, qualora quest'ultimo ritenga utile procedere ad un'inchiesta, tutte le informazioni pertinenti che possiedono, ivi compreso le testimonianze relative al ruolo svolto dallo Stato interessato nella prassi delle *extraordinary renditions* o nell'incarcerazione di detenuti in centri segreti sul loro territorio;

18.2. i governi di tutti gli Stati membri del Consiglio d'Europa che non hanno risposto alla richiesta del relatore e dell'Assemblea parlamentare del Consiglio d'Europa ad illustrare dettagliatamente i motivi della loro mancanza di cooperazione;

18.3. i parlamenti e le autorità giudiziarie di tutti gli Stati membri del Consiglio d'Europa:

18.3.1. a far piena luce, riducendo il più possibile gli ostacoli alla trasparenza fondati sui concetti di segreto di Stato e sicurezza nazionale, sugli abusi dei servizi

segreti sul loro territorio in materia di detenzioni segrete e di traduzioni illegali di detenuti; e

18.3.2. ad assicurare che le vittime di tali pratiche illegali siano riabilitate e risarcite degnamente;

18.4. la NATO a rendere pubblici quegli elementi della sua autorizzazione del 4 ottobre 2001 che sono finora rimasti segreti;

18.5. i media a svolgere pienamente il loro ruolo di difensori della trasparenza, della ricerca della verità, della tolleranza, nonché dei diritti e della dignità dell'uomo; e

18.6. le autorità competenti di tutti gli Stati membri ad attuare le altre proposte contenute nella sua Risoluzione 1507 (2006).

19. Infine, l'Assemblea riafferma l'importanza di realizzare, al suo interno, un vero e proprio meccanismo europeo di inchiesta parlamentare.